



NOTE D'INFORMATION

Journée Européenne d'Action et de Solidarité convoquée par la CES 14-N, Grève Générale en Espagne

Dans le cadre de la journée d'action européenne convoquée par la Confédération Européenne des Syndicats (CES) le 14 novembre prochain, CCOO, UGT et plus de 150 organisations qui intègrent le Sommet Social, ont décidé d'appuyer cette action en convoquant une grève générale de 24 heures ce jour même en Espagne.

La grève est convoquée contre les brutales coupes sociales et l'attaque aux droits fondamentaux du Gouvernement espagnol, «dictées» depuis les institutions de l'Union Européenne. C'est la première fois, depuis l'avènement de la démocratie, que les syndicats convoquent deux grèves générales au cours de la même année, ce qui prouve la situation exceptionnelle et d'urgence que nous vivons et qui exige une réponse sociale, car c'est l'État de Droit et l'avenir de notre pays qui sont en danger. C'est également la première fois que des grèves générales ont lieu de façon simultanée dans plusieurs pays de l'Union Européenne.

L'austérité ne fonctionne pas, ni en Europe, ni en Espagne.

En Espagne, depuis mai 2010, des politiques de consolidation budgétaire ont été mises en place ce qui a provoqué une nouvelle récession: l'activité économique est tombée, le chômage a augmenté, le chômage des jeunes a atteint des niveaux dramatiques, le modèle social se détériore, les droits sociaux et du travail se réduisent... C'est clairement pire qu'il y a deux ans.

Les politiques d'ajustement du gouvernement du PP, au pouvoir depuis novembre 2011, sont en train de plonger le pays dans une situation de plus en plus alarmante:

1. On a imposé une nouvelle **réforme du marché du travail** qui affaiblit la négociation collective et les conventions sectorielles, donnant la priorité aux accords d'entreprise, permettant aux entrepreneurs la modification unilatérale des conventions, et qui facilite les licenciements. Plus de 9 millions de travailleurs sont actuellement en attente de la négociation de leur convention et les licenciements collectifs ne cessent d'augmenter, ce qui a pour conséquence la destruction d'emplois et l'augmentation des conflits au travail.
2. On a accentué les **réductions** en prestations sanitaires, services sociaux et dépendance, en éducation et R&D.
3. On a augmenté la **pression fiscale** de telle façon que les revenus les plus bas ont été les plus touchés.

4. On a réduit les salaires en moyenne de 3,9%, les employés publics étant plus particulièrement atteints.
5. On a réduit les prestations de chômage alors que 1.700.000 foyers ont tous leurs membres au chômage.

Toutes ces mesures vont nous enfoncer davantage dans la crise et vont augmenter encore plus le taux de **chômage**, déjà à 25% (5.778.100 personnes). Dans ces conditions nous ne pouvons espérer qu'une augmentation de la **pauvreté** (déjà 27% de la population est en dessous du seuil) et de **l'exclusion**; en Espagne plus de 13 millions de personnes, parmi lesquelles 2 millions d'enfants, vivent dans des foyers considérés pauvres ou en situation de pauvreté extrême.

Ces mesures, d'autre part, ces mesures en plus d'être anti économiques et anti sociales, ont été adoptées malgré le fait qu'elles ne figuraient pas dans le programme électoral du PP, c'est donc une flagrante fraude démocratique.

Étant donné l'échec absolu en termes économiques et les effets dévastateurs en termes d'injustices sociales, nous exigeons un changement radical dans l'orientation des politiques qui sont en train d'être appliqués pour gérer cette crise, tant en Europe comme en Espagne. La priorité devrait être mise sur la réactivation économique et la création d'emplois, avec une attention toute spéciale aux jeunes à qui on condamne à l'émigration ou à l'exclusion sociale. Nous revendiquons un changement de modèle économique qui mise sur un développement durable, qui investisse en R&D et dans un système éducatif qui garantisse à la fois qualité et équité. Nous exigeons la réversibilité de la réforme du marché du travail. Nous exigeons que l'on renforce les prestations chômage, que l'on garantisse la revalorisation des retraites et que l'on rétablisse les politiques sociales et l'État providence.

Nous exigeons à l'Union Européenne de mettre fin à l'imposition des politiques d'austérité et des découpes sociales et des conditions de travail et d'appliquer les propositions de solutions de coopération face à la crise des dettes souveraines (intervention de la Banque Centrale Européenne, eurobonds, etc.), et qu'elle négocie avec la CES sa proposition d'un nouveau contrat social européen, et qu'en même temps elle avance vers une véritable union fiscale, économique et politique et surtout sociale basée sur la démocratie.

Nous invitons nos camarades syndicalistes à se solidariser avec notre grève générale du 14 novembre prochain, journée d'action et de solidarité européenne convoquée par la CES, à travers l'envoi de la lettre ci-joint, adressée au Président du Gouvernement, M. Rajoy.

Madrid, octobre 2012.